

23 juillet 2010, New-York

## **Négociations du traité international sur le commerce des armes : Fin de partie pour les responsables des violations des Droits de l'homme ?**

### ***La société civile demande un traité à l'épreuve des balles pour sauver des vies***

Les Etats ont esquissé l'ébauche des principes et des éléments d'un futur traité sur le commerce des armes (TCA), mais la moitié du temps alloué pour ces négociations est épuisée. S'il était correctement mis en œuvre, ce traité empêcherait les marchands d'armes d'alimenter les conflits, d'aggraver la pauvreté et de permettre de sérieuses violations des Droits de l'homme. La plateforme française « Contrôlez les armes » se félicite des progrès accomplis par les Etats mais regrette l'exclusion des ONG de plusieurs sessions importantes. Elle s'étonne de cette décision prise par le président de la conférence et appelle à davantage d'ouverture et de transparence lors des prochaines sessions.

« Un vrai travail reste à faire par les Etats pour préciser le contenu d'un traité fort et efficace. Une majorité d'entre eux, dont la France, a défendu la nécessité de réduire la souffrance humaine causée par le trafic d'armes et l'absence de normes internationales communes » a déclaré Benoit Muracciole du Secours Catholique Caritas France.

D'autres principes défendus par beaucoup d'Etats tendent à prévenir les livraisons d'armes qui contribuent à l'alimentation des conflits armés, aux crimes de guerre, au terrorisme et au crime organisé.

« Nous avons besoin d'un traité qui couvre toutes les armes classiques – des armes à feu aux tanks en passant par les hélicoptères, leurs composants, ainsi que toutes les munitions. Nous avons également besoin de procédures d'évaluation communes afin de retirer les armes des mains de ceux qui violent les droits de l'homme, le droit international humanitaire et accentuent la souffrance » a déclaré Amnesty International.

« Avec ce traité, les espaces vont se réduire pour les seigneurs de la guerre et tous les responsables de sérieuses violations des droits de l'homme. Demain, obtenir armes et munitions ne sera plus si simple. Toutefois, il reste beaucoup de travail avant la prochaine réunion de février 2011 pour obtenir le traité qui sauvera des vies » a conclut Rima Chemirik d'Oxfam France.